

LE BURKINA FASO FACE A L'EXTREMISME VIOLENT : PENSER L'ESSOR DE LA VIOLENCE CONTRE LES COMMUNAUTES AU PRISME DE LA COMMUNICATION DE L'ÉTAT

Firmin GOUBA

Université Joseph Ki-Zerbo.

Firmingouba24@yahoo.fr

Hamidou SANGLA

Université Joseph Ki-Zerbo.

hamidousangla@yahoo.fr

Résumé

Attentats, destruction de biens publics et privés, déguerpissement des populations, etc., le Burkina Faso est devenu depuis la fin de la transition politique de 2015 le théâtre des groupes armés terroristes. La situation sécuritaire n'est pas isolée de la géographie et de la géopolitique du Sahel marquée par le dénouement tragique de la crise en Libye et la déstabilisation du Mali en 2012. Cet article analyse la responsabilité de la communication de l'État burkinabé dans la rémanence de la violence sécuritaire contre les populations. À partir des entretiens, de l'observation et de la théorie du complot, il révèle qu'avec les apories, cette communication est considérée comme un problème et non un facteur de légitimation de l'action publique et de renforcement de la confiance entre l'État et les citoyens pour la résolution du conflit armé. Elle est caractérisée par l'absence de communication proactive et la censure de l'espace public.

Mots clés : *Burkina Faso, communication publique, terrorisme, violence.*

Abstract

Attacks, destruction of public and private property, eviction of populations, etc., Burkina Faso has become since the end of the political transition of 2015 the scene of armed terrorist groups. The security situation is not isolated from the geography and geopolitics of the Sahel marked by the tragic outcome of the crisis in Libya and the destabilization of Mali in 2012. This article analyzes the responsibility of the communication of the Burkinabé State in the persistence of security violence against the populations. Based on interviews, observation and conspiracy theory, it reveals that with the aporias, this communication is considered a problem and not a factor in legitimizing public action and building trust between the public. State and citizens for the resolution of the armed conflict. It is characterized by the absence of proactive communication and the censorship of public space.

Keywords : *Burkina Faso, public communication, terrorism, violence.*

Introduction

En 2014, la prise de conscience pour l'optimisation de la gouvernance politique au Burkina Faso avait fini par convaincre que le pays entrait définitivement dans une ère de stabilité. Les réformes politiques du gouvernement de transition pour la rationalisation de l'État de droit, l'effervescence et l'enthousiasme qui prévalaient permettaient d'annoncer le caractère irréversible du développement du pays qui est subordonné à la stabilité. Cet optimisme est vite démenti par les événements socio-politiques et sécuritaires, notamment les coups d'État et l'extrémisme violent. Depuis la fin de la transition politique issue de l'insurrection populaire, le Burkina Faso est rythmé par les attentats qui ont atteint la quasi-totalité du territoire. Ils sont à l'origine de la fracture sociale, de la crise identitaire, de l'avènement des régimes d'exception, du déplacement des populations et de l'instabilité institutionnelle. Les groupes extrémistes ont fait du Burkina Faso une géographie suscitant des interrogations sur la condition humaine et la sécurité du Sahel de façon générale. Al Qaïda, Ansarul Islam, l'État islamique, etc., ces groupes clandestins et transnationaux ont révélé les défis pour les pays du Sahel en matière de renseignement, de sécurité collective et la surveillance des frontières. Face à l'augmentation de la criminalité, le gouvernement burkinabè a mis en place le Programme d'urgence pour le Sahel dans les zones à fort défi sécuritaire, notamment les régions du Sahel et de l'Est, nids du terrorisme au Burkina Faso, pour promouvoir le développement inclusif. La politique nationale est soutenue par la coopération à travers le groupe des cinq États du Sahel, le Mali, le Tchad, le Niger, le Burkina Faso et la Mauritanie qui ont formé le G5-Sahel pour la lutte contre le terrorisme.

La menace sécuritaire est si importante et la recherche a été orientée sur la géopolitique, les formes de gouvernementalité et leur rôle dans l'expansion de la violence contre les communautés et l'État. On note également que le développement de la technologie a donné une alternative caritative à l'expression des groupes armés qui sévissent dans les pays du Sahel, déjà durement touchés par l'instabilité politique, la pauvreté et la rudesse des conditions climatiques. Avec le développement du discours de haine et l'ethnocentrisme chez les internautes, les nouveaux outils de communication sont pour eux leur véritable oxygène. Or, quelques années plutôt, notamment avant 1990, le confinement des libertés d'expression et la censure des canaux de

communication donnaient très peu de place à la publicité sur la violence. Mais les changements politiques opérés entraînant la fin du monolithisme dans la sphère publique ont fait de l'information et de la communication des armes de séduction massive pour les groupes armés. Le contexte burkinabè est alors marqué par une augmentation de la criminalité contre l'État et les populations.

Dans une étude anthropologique sur la criminalité, Jean Michel Bessette (1999) conçoit le crime comme un phénomène social total qui relève de multiples paliers de la réalité. Nous pouvons établir une relation de contiguïté entre cette analyse sur le crime et le terrorisme. Tout comme le crime, le terrorisme est le fruit de plusieurs facteurs dont la compréhension émane d'une analyse approfondie de la situation sécuritaire et de l'engagement des acteurs : l'État, les médias et les communautés. L'État intervient sur plusieurs formes dont la communication qui détermine dans ce contexte fébrile la conscience collective et la psychologie des populations.

Ce travail appréhende la logique entre la communication de l'État et l'expansion du terrorisme au Burkina Faso. Il répond à la question suivante : comment la communication de l'État burkinabè peut-elle être un facteur additionnel dans la rémanence de la violence contre les communautés ? Le diagnostic de sa communication relève des apories qui n'assurent pas une bonne gestion de la crise. En s'inspirant des données épistémologiques de la théorie du complot, notre analyse montre qu'elle entretient le désarroi et les frustrations dans la société, une situation qui profite au mieux les groupes armés. Notre réflexion s'appuie sur l'hypothèse suivante : au-delà des aspects géopolitiques, ethniques, socio-économiques, la communication de l'État est un facteur essentiel dans la rémanence, l'escalade de la violence contre les communautés au Burkina. Dans le cadre de ce travail, nous concevons la communication du gouvernement comme le résultat du discours et de l'action publique.

1. Cadre théorique et méthodologique

La théorie du complot est une approche qui explique les faits, notamment les conflits, à partir de la responsabilité d'organisations secrètes dont l'intention est de nuire à l'existence ou à la politique légalement constituée. La mise en forme de ce discours dans le champ politique est aujourd'hui justifiée par la montée des groupes extrémistes, l'instabilité politique et institutionnelle. Cette rhétorique « *se nourrit de*

croyances naïves, diffusées par des gens ou des médias de volontés malveillantes ; elle propage des visions paranoïaques du monde social et n'hésite pas à fabriquer des histoires délirantes, saturées de complots ; elle imagine le plus souvent une seule cause chimérique qui pourrait expliquer le déroulement sournois des histoires humaines » (Ho et Jin, 2011: 148).

L'origine de cette pensée à la crise de confiance qui pousse l'individu à croire qu'il possède une vérité sur les faits de société que la collectivité méconnaît. Il reste figé sur ses convictions dogmatiques qui apparaissent moins fécondes pour la collectivité. Pour Ho et Jin, le développement du langage conspirationniste résulte de l'échec de l'agir communicationnel ou de l'intercompréhension dans la société. Cette logique dans l'argumentation politique est contraire au principe de Habermas Jürgen (1985) sur l'espace public. Au détriment du discours rationnel, de l'agir communicationnel, l'argumentation complotiste met en valeur les organisations secrètes dont l'idéal est de mettre fin aux valeurs démocratiques. L'investissement de cette pensée dans la rhétorique diabolisant une partie de l'opinion fragilise la gouvernance et la stabilité des territoires.

Jean Bruno Reanrd (2015) développe deux causes qui justifient la réception des discours conspirationnistes dans les sociétés. A priori, il y a la confiance qui est un déterminant sociologique qui concourt au maintien des relations politiques et sociales, à l'acceptation de la différence et de la communication entre composantes de la société. Elle réduit alors l'angoisse et les incertitudes entre les individus. La crise que subit cette valeur sociale avec la disjonction des intérêts dans la société sonne le doute sur la probité de l'engagement des différentes composantes de l'État. Il naît alors l'impossibilité de la rationalité dans la communication qui est, selon Habermas Jürgen (1985) fondamentale sur les problématiques nationales. Les orientations politiques et idéologiques sont également des raisons de l'argumentation sur la théorie du complot. Elle engage une vaste ressource humaine et médiatique pour la construction d'un langage fondé sur l'accusation. Or, le discours accusateur divise les sociétés et secrète des frustrations. Les frustrations et l'anomie sont étroitement liées. Pour connaître l'effectivité de la logique conspirationniste dans la communication de l'État burkinabè, nous avons observé le discours des autorités sur l'espace public où elles argumentent sur l'existence d'organisations politiques qui complotent avec les groupes extrémistes pour déchoir l'imaginaire commun. Ce

discours révèle de la division de la société et de la classe politique face aux enjeux contemporains. Or, les conflits se nourrissent et se développent à partir de la division des sociétés et des discours belliqueux sur l'espace public.

Notre démarche prend également appui sur l'entretien semi-dirigé. Sur la base d'un choix raisonné, nous avons mené les entretiens auprès de communicants publics, les journalistes et de journalistes-citoyens (Kaboré, 2021) sur la communication de l'État dans ce contexte de crise sécuritaire sous la gouvernance du président Roch Marc Christian Kaboré. La notion de journalisme-citoyen a pris de l'essor à partir des années 1990 qui coïncident avec les transitions démocratiques en Afrique et le développement du web 2.0 dans le monde. L'internet, à travers les sites web et les blogs, contourne l'exercice classique du journalisme pour promouvoir une nouvelle dynamique dans le traitement de l'information. Les nouveaux acteurs, les journalistes-citoyens ou webactivistes sont devenus des acteurs critiques qui participent à la production et à la diffusion de l'information. Ce type de journalisme a pris de l'ampleur au Burkina Faso à la faveur du débat sur la modification de l'article 37 de la Constitution qui a conduit à l'insurrection population en 2014. Les entretiens ont été faits auprès de neuf personnes, soit trois acteurs par catégories. Dans ce contexte de crise sécuritaire et politique, en vue de stimuler la participation et la libre expression, nous avons privilégié l'anonymat.

2. Le complot comme argument de l'État

L'État burkinabè est confronté à de nombreuses difficultés sur les plans politiques, économiques et sécuritaires et les crises multidimensionnelles sont des déterminants de la souffrance des politiques de développement et de la difficulté pour les gouvernements d'unir les composantes nationales pour le développement inclusif. Depuis la fin de l'insurrection, les crises s'enchevêtrent, paralysent la gouvernance politique et entraînent un flux massif des populations vers les communes et les centres urbains. L'extrémisme violent qui a sécrété la crise humanitaire est la conséquence des bouleversements géopolitiques, mais aussi des facteurs endogènes. Lors de la conférence de presse de l'opposition burkinabè, le 09 novembre 2021, le chef de file de l'opposition, Eddie Komboïgo, a réitéré la responsabilité de l'État face à la tragédie dans le pays. « *L'absence de réaction forte, appropriée et*

énergique de celui qui a la responsabilité d'assurer la protection de la vie, de l'intégrité physique et territoriale, conformément à la Constitution a plongé notre pays dans des abîmes insondables¹ ». En 2020, sur France 24, il a accusé le Président du Faso d'être « responsable de la dégradation de la situation sécuritaire au Burkina Faso²».

En marge de l'Assemblée générale des Nations-Unies en 2019, le Président du Faso, Roch March Christian Kaboré a reconnu l'aspect critique de la situation et l'urgence de fédérer les efforts pour soutenir le Burkina Faso. Son discours dresse une situation alarmante et une nécessité d'intervenir pour amoindrir la crise humanitaire. « *Depuis janvier 2016, mon pays fait face à des attaques terroristes d'une grande ampleur dont les impacts aux plans humain, social, économique et du vivre ensemble sont incalculables³ »*. Si cette intervention se présente comme une invitation à la coopération et à la conjonction des efforts, le Président ne fait pas l'unanimité dans sa politique intérieure face aux groupes armés. Elle résulte du discours conspirationniste développé sur l'espace public par l'exécutif dès le début de la crise en 2016. Ce discours de complot a pris une orientation politique contre le Congrès pour a démocratie et le progrès, parti de l'ancien Président Blaise Compaoré dirigé par Eddie Komboïgo. Face aux journalistes de DW Afrique, il reconnaît la connivence entre son prédécesseur, Blaise Compaoré et les groupes armés pour déstabiliser son régime. Ce discours belliqueux a divisé la société burkinabè dans sa dynamique de recherche de solutions face à la crise terroristes. « *Cette stratégie de communication ne concourt pas à la mobilisation sociale autour de l'intérêt commun. Or, le gouvernement a pour rôle d'œuvrer pour l'unité nationale. Je pense que ce sont les considérations politiques qui sous-tendent la sortie du président contre son prédécesseur pour qui il a travaillé* », confie un communicant.

Le succès du discours conspirationniste au Burkina Faso est le résultat du recule de la démocratie et de la division de la société suite à l'insurrection populaire de 2014 et du coup d'État manqué de 2015. Avec la succession des crises et des impasses politiques, la société burkinabè est constipée par la méfiance entre les citoyens. A ce stade, l'État devient une organisation en crise continue et la confrontation des intérêts diabolise la société, entraîne la généralisation du conflit et la

¹ <https://fr.sputniknews.africa/20211110/crise-securitaire-au-burkina-le-president-roch-kabore-et-son-gouvernement-sur-le-fil-du-rasoir-1052542341.html>, consulté le 28/08/2023.

² <https://www.youtube.com/watch?v=e982OXdH1DU>, consulté le 24/08/2023.

³ <https://news.un.org/fr/story/2019/09/1052702>, consulté le 24/08/2023.

radicalisation des Burkinabè sur l'espace public numérique contre leur État. Le lexique opposé au discours rationnel : censure, mensonge, manipulation et propagande est utilisé pour décrire la situation de crise. Cette rhétorique, selon Jean-Antoine Duprat (2021), compile de nombreuses infox dont la circulation à grande échelle influence l'opinion publique et la légitimité de la rhétorique de l'État.

3. L'absence d'une communication d'influence sociale et proactive

La question clef dans la gouvernance, selon Daniel Bougnoux (2006), est d'œuvrer pour la lutte contre la crise de la représentation qui abroge le dynamisme politique dans la gestion du pouvoir et l'évolution de la démocratie. La mise en application du principe démocratique doit être comprise dans le renforcement des liens sociaux, la stabilité institutionnelle et territoriale qui sont également des variables essentielles pour le développement. Ces facteurs sous-jacents à la démocratie sont des impératifs dans la gestion efficace du pouvoir politique. Dans un contexte de crise, la communication d'influence est une condition pour impacter les populations et les mobiliser pour la stabilité. Cette communication qui relève de la responsabilité de l'État éduque, sensibilise et prône les valeurs républicaines qui constituent le socle de la nation. Dans la Grèce antique, la rhétorique, notamment avec Aristote, était la forme de communication d'influence sociale. Elle était exercée par l'autorité pour convaincre les citoyens sur la gestion de la cité. Constituant indispensable dans la société, elle s'impose et impose aux citoyens de nouveaux modes de vie (Breton & Proulx, 2012). De façon générale, la communication d'influence est un moyen pour l'État d'amener les citoyens à avoir une autre vision de la société et de l'importance du vivre-ensemble face au conflit armé. C'est l'art de la persuasion par la conviction. L'État s'appuie sur cette communication pour améliorer son influence, sa capacité à gouverner et à prévenir l'anomie contre la démocratie et la société. Mais la communication au Burkina Faso est réactive et elle évolue au gré des événements sécuritaires, estime le chef de file de l'opposition sur France 24. En décembre 2009, l'Assemblée nationale a adopté la loi n°060-2009/AN relatif à la lutte contre le financement du terrorisme et à la répression des actes terroristes. Ce texte n'a pas été accompagné par des actions de communication. « *Quand le Mali a été envahi par les groupes terroristes en 2012, nous n'avons pas constaté des campagnes de communication au Burkina pour prévenir la crise* », constate un journaliste-citoyen. Or, d'ans le contexte de crises

sécuritaire, il est dans l'obligation d'engager une stratégie d'influence en s'adressant aux citoyens à travers des actions réfléchies, mais aussi d'attirer l'attention de l'opinion publique, partie prenante dans la gestion des crises. L'autorité développe en récurrence un discours contiguë aux valeurs républicaines qui mettent en avant les traits d'identité nationale, la cohésion entre les communautés et le droit à la vie. Cette communication qui piste les repères pour la cohésion impose l'État comme une référence dans la sphère publique et un interlocuteur privilégié pour les citoyens. Ce dispositif de communication utilise les médias de masses pour la valorisation des actions de communication engagées sur une problématique donnée. Il prend en compte le contexte et les questions d'intérêt commun. Dans le contexte actuel, au Burkina Faso, deux pôles concourent à la compréhension de l'utilité de la pratique de la communication publique d'influence sociale : la défense du territoire face à l'extrémisme violent et la restauration de la démocratie.

En effet, la crise sécuritaire est à l'origine des déplacements des populations, de l'instabilité politique, du territoire et de l'usage de la violence contre les populations. Elle engendre une opposition entre la morale terroriste qui est axée sur la violence et celle de la société qui se réfère aux valeurs républicaines. D'où la nécessité d'une communication proactive pour promouvoir ces valeurs qui fondent la société et de la république. Ce constat est corroboré par un journaliste enquêté qui estime que *« l'État a manqué sa responsabilité depuis la crise politique et l'insurrection des groupes extrémistes en 2012 au Mali. Le Mali partage une grande partie de sa frontière avec le Burkina Faso et le gouvernement burkinabè devrait anticiper une invasion des groupes extrémistes dans le territoire et commencer à sensibiliser les populations sur la paix »*.

La primitivité de la violence terroriste renvoie à un monde d'horreur absolue avec une représentation sociale néo-féministe, rigoriste et transcendante (Garapon & Rosenfeld, 2016: 109). Les terroristes s'engagent pour une rupture violente avec une tradition politique conduisant vers plus de liberté, moins de sacrilège et avec un engagement pour l'égalisation de tous les droits. C'est dire que l'acte terroriste représente la négation d'une société hétérogène tournée vers le progrès. Il représente une atteinte à la sensibilité démocratique et vise à conquérir la société par la déstabilisation des esprits et des communautés et en transformant les médias des collaborateurs passifs. Alors que la crise sévissait au Mali voisin, le Burkina Faso n'a pas développé une

communication proactive pour sensibiliser les populations sur la cohésion sociale. À l'époque, la politique sécuritaire du gouvernement face au terrorisme orienté vers l'extérieur leur a permis de mener des négociations auprès des groupes extrémistes au Nord du Mali pour la libération d'otages européens. Cet impair dans la gouvernance sécuritaire a précipité le pays au bord du gouffre à la fin de la transition politique de 2015. « *Nous sommes arrivés à un point où l'existence même du pays est en jeu (...) En réalité, à certains endroits, il n'y a plus aucun signe de présence de l'État. Pas de police, pas de gendarmerie, pas de militaires, pas d'écoles. Ces lieux sont sous le contrôle des terroristes* », constate Zéphirin Diabré⁴, candidat à l'élection présidentielle de 2020.

Avec les images des atrocités exercées sur les populations civiles ou militaires, les groupes sévissant au Burkina Faso déchainent l'effroi et mettent en scène leur autorité. Pour Eddie Komboïgo, l'État est dans une démarche réactive et avec l'absence d'une communication proactive, les groupes extrémistes ont déstabilisé la conscience collective et entraver la coexistence pacifique entre les communautés. Ils ont également abrogé l'idéal social et par les attentats et les exactions contre les populations. Avec le terrorisme, la démocratie au Burkina Faso est remise en cause avec l'avènement des régimes putschistes. Les attentats à Ouagadougou montrent qu'aucun endroit du territoire n'est à l'abri de la violence et cette crise peut affecter partout les institutions du pays. La vie ordinaire est subitement bouleversée pour donner place à une illusion démocratique. Les citoyens se trouvent pris au piège face à des armés qui n'ont d'autres objectifs que de tuer. La société se butte à l'anarchie et les territoires continuellement menacés. Des espaces industriels et touristiques essentiels à la société deviennent le théâtre des atrocités. L'attentat terroriste provoque dans la société burkinabé un sentiment particulier, notamment la haine dans le discours et la psychose. Les formes de violence, notamment les explosions massacres de civils sont organisées pour traumatiser les citoyens et déstabiliser le pays.

⁴<https://www.courrierinternational.com/article/sahel-au-burkina-faso-les-habitants-pris-dans-lenfer-terroriste>, consulté le 01/09/2023.

4. La nonchalance et le silence coupable

L'observation qu'on puisse faire de la démarche de l'État est sa nonchalance et sa timidité a occupé l'espace public donnant la liberté au développement de la suspicion et des acteurs, notamment les internautes agissant contre l'intérêt commun avec la propension des fausses informations et le développement du discours de haine. Or, l'information est un bien public qui participe à la régulation de comportements et à la pacification des crises. « *Faire savoir ce que l'on fait et expliquer pourquoi et comment on le fait est, dans un État démocratique, l'un des premiers devoirs de l'institution publique* » (Mégard, 2005: 27). Lors de la manifestation des populations contre le convoi de l'armée française dans les différentes villes de Bobo, Ouaga et Kaya, consécutives au drame à Inata en novembre 2021, le gouvernement est resté silencieux donnant la place aux organisations de la société civile et aux internautes de produire l'information sur le sujet. La première sortie du ministère de la communication après l'intervention du gouverneur, acteur local de la communication publique, a été le communiqué justifiant la suspension de la fourniture d'internet pour des raisons de sécurité et de défense nationale. A la conférence de presse sur la situation, il justifie cette action publique contraire à l'esprit démocratique par la volonté de respecter la mémoire des soldats tués à Inata. « *Nous avons pensé que notre nation avait besoin d'un silence où on va puiser nos forces morales afin de faire en sorte que nous puissions enterrer dignement nos soldats*⁵ ». Certes, cette mesure répond au principe de la gouvernance politique. En effet, le gouvernement n'a pas seulement pour objectif de communiquer mais de faire appliquer des lois à la population. Mais, comme le constatent Ilona Coppens, Jeanne Guiermic et Inès Saheb, il doit être réaliste sur la sphère publique qui est un espace de médiation entre gouvernant et gouverné. « *Son but est de transmettre les informations nécessaires à la connaissance de cette législation*⁶ ». Cette restriction intervient dans un contexte où les burkinabé expriment à tout vent leur colère dans les rues et dans les tribunes d'expression. La censure est la conséquence de la perte du contrôle de l'espace public. Ce choix politique le met constamment en position de défense où il consacre son énergie pour démentir les informations qui résultent des médias sociaux numériques et des organisations de la société civile alors

⁵ Coupure d'internet mobile au Burkina : « Notre nation avait besoin d'un silence » (Ousséni Tamboura) (burkina24.com), consulté le 30/10/2021.

⁶ La communication gouvernementale : enjeux du discours et de la construction du message - La Nouvelle Chronique, consulté le 10/12/2021.

que communiquer, c'est écouter et expliquer pour donner l'image d'un État républicain soucieux du respect du principe démocratique et des droits des citoyens. La communication vise à expliquer l'engagement pris par l'autorité pour parvenir à une situation consensuelle alors que la rétention et la censure de l'information amenuisent la légitimité et la confiance entre les acteurs et dissipent également le sentiment d'appartenance territorial. Elles font partie des facteurs qui exacerbent les tensions sur l'espace public.

Aucune institution ne peut s'exonérer de la pratique de la communication face au changement politique et aux enjeux sécuritaires. La lenteur observée a commencé à avoir des tournures critiques avec la résistance des manifestants et la mise en échec du drone de l'armée française par les manifestants à Kaya. L'État va attendre jusqu'au 24 novembre à l'occasion de la conférence de presse du ministre des affaires étrangères pour donner sa position sur le convoi militaire. Pour le ministre Alpha Barry, le convoi s'inscrit dans la dynamique de renforcement de la coopération sécuritaire entre la France et les États du Sahel. Pour un acteur rencontré, *« le temps mis par le gouvernement pouvait exposer la population ou l'entraîner dans un affrontement ouvert avec l'armée française comme le cas au Niger avec le même convoi »*, déclare un journaliste-citoyen. Les organisations de la société civile ont été les premières à investir la toile pour informer les populations sur les mouvements de l'armée française en lui attribuant des intentions politiques et déstabilisatrices. La Coalition des patriotes africains du Burkina Faso (COPA/BF) estime qu'il s'agit d'une force d'occupation de l'Afrique.

Photo 1 : communiqué de la Coalition patriotique africain/Burkina Faso (COPA/BF).



La lenteur dans la communication fait perdre le contrôle de l'espace public et la possibilité d'orienter la perception des citoyens sur le sens des événements. Elle ouvre la porte à l'anomie et aux rumeurs sur les réseaux sociaux. C'est pourquoi il doit être rationnel dans sa communication pour orienter le cadre d'expression et désamorcer les tensions. A cet effet, sa position sur l'information réfute les références à l'État autoritaire comme la censure de l'espace public qui l'installe dans l'antichambre des libertés et de la démocratie. A l'absence d'une communication officielle à partir de laquelle il assume sa responsabilité, l'incivisme et la déviance de l'autorité font légion.

5. La surveillance des réseaux sociaux

Dans les dispositions constitutionnelles, le Conseil supérieur de la communication (CSC) est la structure étatique qui œuvre pour la régulation des médias au Burkina Faso. Avec le foisonnement du digital, l'espace public burkinabè s'est élargi permettant aux citoyens de participer aux débats publics et à la prise de décision. De plus en plus, il est devenu un espace où se tient le procès sur l'action publique et les revendications pour une gouvernance vertueuse. Avec les web-activistes qui alertent et qui dénoncent, il est aujourd'hui un accessoire pour le renforcement du processus démocratique et de la réduction des

inégalités dans les prises de positions. Même sans être invité sur un plateau de télévision ou dans une radio pour participer à l'animation de l'actualité, les citoyens se prononcent de plus en plus sur le fonctionnement de l'État (Gouba, 2018). Certes, des facteurs sociologiques et la fracture numérique ne sont pas des variables positives dans le contexte actuel au Burkina Faso, mais la contribution de l'espace public numérique dans la communication publique est salvatrice. Certains observateurs parlent de renaissance du débat politique et une reconsidération de la place des jeunes dans la gouvernance. Pour Pierre Lévy, les communautés virtuelles forment une conscience collective qui renforce les liens sociaux et communautaires. Elles échappent aux barrières géographiques, politiques et culturelles pour s'incruster dans une nation virtuelle. L'opinion publique s'y forge de plus en plus et « *chacun ou presque peut mettre en ligne ce qu'il veut dire* » (Lévy, 2002: 280). Les médias sociaux ont ravi la vedette dans la formation des opinions au Burkina Faso (Gouba, 2018). Dans les groupes de discussion, les forums des internautes, valeur innovatrice des médias traditionnels, les citoyens s'illustrent dans les débats et cette logique influence les choix politiques.

Mais, ils ne sont pas seulement un lieu rationnel, de critique et de proposition pour l'animation de la vie publique et de la gouvernance sécuritaire. Il s'agit d'une forme de communication émergente qui échappe aux compétences des organes de régulation de l'espace public. Dans ce contexte, le rationnel cède place à l'irrationnel et les errements linguistiques concourent à la remise en cause de l'action publique. C'est pourquoi Roch Marc Christian Kaboré, déchu en janvier 2022 par un coup d'État, estime que « *les publications insidieuses sur les réseaux sociaux*⁷ » ne concourent au renforcement de la cohésion sociale face au terrorisme. Les déterminants négativistes, notamment la haine, y s'amplifient et apparaissent contreproductifs pour la consolidation de la paix. A la différence de la satire qui ne se prive pas du discours caricatural, pamphlétaires et de la critique ironique pour négocier un nouveau contrat social, le discours social sur l'espace public numérique éconduit le pouvoir et la société en charriant le discours haineux condamnable. L'action publique est réexpliquée et parfois indexée par l'opinion. Le nouveau médium est donc favorable au modèle de nouveaux citoyens qui s'expriment sans devoir passer au service du journaliste classique. Le

⁷ Crise sécuritaire au Burkina: le Président Roch Kaboré et son gouvernement sur le fil du rasoir? - Sputnik Afrique, 10.11.2021 (sputniknews.africa), consulté le 31/08/2023

résultat est la diversité des opinions et la liberté de ton. Si les pages fleurissent pour renforcer la valeur démocratique, il n'existe cependant plus de barrière entre ce qui peut franchir le privé et le public et ce qui constitue un secret pour la défense et la sécurité nationale. « *Tout le monde fait de la communication* » (Lévy, 2002: 63). Les citoyens ont beaucoup à dire et on remarque que « *les boxeurs en dessous de la ceinture* » mettent l'État en difficultés. Remi Fulgence Djanguinou, ancien ministre de la communication utilise ce concept pour faire référence aux cyberactivistes burkinabè. Pour Pierre Lévy, le déchainement de l'opinion publique n'est pas à coup sûr une garantie pour une gouvernance vertueuse. L'étalement du secret d'État sur l'espace public est plutôt une faiblesse pour la sécurité publique. Il réduit également la portée poétique et sociale de la communication de l'État. Au niveau du gouvernement, la tendance est à la répression avec le code pénal adopté en 2019. Il prévoit des sanctions économiques et judiciaires qui réduisent l'action du monde de l'information et de la communication. « *Nos publications sont vues comme un acte de démoralisation de la troupe. En suspendant l'internet pour contrôler nos positions, l'État des frustrations et perd le soutien de ceux qui entreprennent en ligne* », explique un web-activiste.

Le ministère de la communication, au-delà des communiqués de sensibilisation, mène une surveillance des réseaux sociaux. De façon pragmatique, il n'a pas pour tâche de réguler le contenu mais d'assurer une veille médiatique qui lui permette de comprendre les tendances de l'information sur les problèmes de gouvernance dont le terrorisme. Dans ce contexte de fébrilité sociale et sécuritaire, cette activité concourt à la mobilisation d'argumentaire contre les discours propagandistes et les rumeurs. Dans ce cadre, un document est édité quotidiennement, la veille communicationnelle pour apporter une valeur novatrice dans la communication de l'État. Pour Serge Banyongen (2016), la surveillance des médias sociaux est une solution d'écoute qui permet à l'État de comprendre et interpréter les préoccupations des citoyens. L'État procède également par les sanctions pénales et économiques prévu par le code pénal adopté en 2019 qui lui donne la primauté dans le contrôle de l'information sur l'espace public.

Conclusion

Le terrorisme a désarticulé le système social burkinabé, la politique et le développement du pays. Jadis considéré comme le nœud de la diplomatie pour la résolution des conflits en Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso est tombé dans le piège des groupes armés extrémistes depuis la fin de la transition issue de l'insurrection populaire en 2014. Si l'on peut argumenter sur la responsabilité des facteurs exogènes dans la violence contre les populations, la gestion de la crise par la communication reste problématique avec l'absence d'une communication proactive, le développement de la théorie du complot et l'occupation tardive de l'espace public qui donne une majesté aux réseaux sociaux numériques. Dès le début des attentats contre le Burkina Faso, le gouvernement a nié l'avènement d'une crise terroriste et a argumenté sur le rapport étroit du Président Blaise Compaoré, déchu en 2015, et les groupes armés pour saper les efforts de développement du pays. Ce langage conspirationniste frise la dynamique en matière de lutte contre l'anomie.

Bibliographie

- Bessette Jean-Michel** (1999), *Crimes et cultures*, Paris, l'Harmattan.
- Bougnoux Daniel** (2006), *La crise de la représentation*, Paris, La Découverte.
- Breton Philip et Proulx Serge** (2012), *L'explosion de la communication*, 4e édition, Paris, La Découverte.
- Duprat Jean-Antoine** (2021), *Fakes news*, Paris, L'Esprit du Temps.
- Garapon Antoine et Rosenfeld Michel** (2016), *Démocratie sous stress : Les défis du terrorisme global*, Paris, PUF.
- Habermas Jürgen** (1985), *Discours philosophique de la modernité*. Traduit de l'allemand par Christian Bouchindhomme et Rainer Rochlitz.
- Park Jung Ho et Chun Sang Jin Ho** (2011), « La théorie du complot comme un simulacre de sciences sociales ? », in *Sociétés*, vol. 2, n°112, pp. 147-161.
- Kaboré Lacina** (2021), « Identité et pratiques du « journalisme ordinaire » en contexte de crise sécuritaire au Burkina Faso », in *Crise sécuritaire dans les pays du G5 Sabel : Comprendre pour agir*, dirigé par Valéry Rouamba-Ouédraogo, Ouagadougou, l'Harmattan.
- Lévy Pierre** (2002), *La cyberdémocratie*, Paris, Odile Jacob.

Mégard Dominique (2005), « Sur les chemins de la communication publique », *Eres*, 3(35), 26-30.

Petit Guillaume (2017), *Pouvoir et vouloir participer en démocratie : sociologie de l'engagement participatif : La production et la réception des offres institutionnelles de participation à l'échelle municipale*, Thèse de doctorat, Université Paris 1.

Renard Jean-Bruno (2015), *Rumeurs et légendes urbaines*, Paris, Que sais-je ?